

# Compte rendu

## **Mission d'information sur la candidature de la France à l'exposition universelle de 2025**

Jeudi

11 septembre 2014

Séance de 8 heures 45

Compte rendu n° 36

**SESSION ORDINAIRE DE 2013-2014**

– Audition, ouverte à la presse, de M. Jean-Hervé Lorenzi,  
président du Cercle des économistes, et M. Christian De  
Boissieu, membre ..... 2

**Présidence de  
M. Jean-Christophe  
Fromantin,  
*Président***

**M. le président Jean-Christophe Fromantin.** La mission, qui étudie la pertinence d'une candidature française à l'exposition universelle de 2025, accueille, pour une de ses dernières auditions, deux économistes éminents.

Monsieur Jean-Hervé Lorenzi, vous êtes président du Cercle des économistes et, depuis 2000, conseiller du directoire de la Compagnie financière Edmond de Rothschild. Auteur de plusieurs ouvrages, vous êtes particulièrement qualifié pour nous indiquer la direction qu'il faudra donner au projet.

Monsieur Christian de Boissieu, vous êtes membre du Cercle des économistes, professeur d'économie à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et professeur au Collège d'Europe, à Bruges. Vous avez écrit plusieurs livres sur le développement et la croissance.

Le projet vers lequel nous nous orientons consistera, non à créer une zone de 500 hectares rassemblant de multiples pavillons, mais à réinvestir par l'innovation le patrimoine existant. Dans quelle mesure un tel événement, inscrit dans une politique publique valorisant la compétitivité et le rayonnement de la France, peut-il relancer l'économie et recréer la confiance ?

**M. Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes.** Sur ce sujet, je suis moins impliqué que M. de Boissieu, vice-président d'Expo France 2025. Ma position relève essentiellement d'une perception intuitive.

Je me suis cependant penché sur le bilan de l'exposition universelle de Shanghai. Au vu de ses résultats – 60 milliards de dollars d'investissement, pour 7 à 8 milliards de recettes touristiques –, il est difficile de conclure que l'opération a été rentable.

Dans mon livre *Un monde de violences : l'économie mondiale 2015-2030*, j'insiste sur le fait que, depuis 2007, nous sommes entrés dans une période de croissance faible. Entre 2009 et 2013, on a cru, non sans naïveté, qu'il serait possible de réguler la finance et de confier au G20 la gouvernance mondiale de l'économie. La peur du gendarme ou de la crise ayant rapidement disparu, le cercle vertueux n'a pas duré au-delà de 2009. Par ailleurs, le progrès technique ne produit plus guère de résultats en matière de croissance. Les équilibres sociaux sont fragiles. Les inégalités ont explosé, comme l'a brillamment montré Thomas Piketty. La population vieillit. Ma conviction est que la croissance mondiale annuelle, jadis comprise entre 4 % et 5 %, se situera désormais entre 2,5 % et 3,5 %.

Il y a quelques jours, Patrick Artus, membre du Conseil d'analyse économique, a souligné qu'à moins d'un événement imprévu, le taux croissance français et européen – et, à mon sens, mondial – atteindra cette année 0,9 %. Le ralentissement concerne principalement les pays de l'OCDE. Autant dire qu'on ne peut pas croire aux discours enflammés sur la reprise allemande ou américaine.

Les prochaines années seront marquées par le ralentissement de la croissance économique mondiale et par la montée des intégrismes ou des populismes. Ce n'est pas la fin du monde, mais il faut avoir ces données en tête si l'on veut organiser un événement de grande ampleur.

En la matière, une exposition universelle semble plus porteuse pour notre pays que des Jeux olympiques. Elle nous obligera à présenter ce dont nous sommes capables et à mettre l'accent sur l'innovation, seul facteur qui puisse faire redémarrer la croissance mondiale.

Dans ce domaine, on peut réfléchir par exemple au stockage de l'électricité ou au moyen d'exploiter des énergies renouvelables à moindre coût.

Le projet permettrait de redonner confiance à notre pays, en proie à la dépression : une partie des élites est obsédée par le déclin français, selon le mot trop connu de Nicolas Baverez, tandis qu'une autre fuit à l'étranger, pour des raisons pas toujours honorables.

Le projet d'exposition universelle s'inscrit dans une perspective macroéconomique caractérisée par un fort besoin d'investissement et une diminution de l'épargne. Celle-ci provenait naguère des pays émergents, principalement de la Chine, qui consommera davantage dans les dix prochaines années. Une population vieillissante perdant le goût du danger, l'épargne ne s'investira pas dans des placements risqués, ce qui fera remonter fortement les taux d'intérêt.

Votre projet – novateur mais plus modeste que celui des expositions universelles précédentes – me semble adapté à une période moins dynamique en termes de croissance ou d'évolution des revenus. Il mettra l'accent non sur les parfums, le luxe et ou tourisme, mais sur l'invention et la science, sources de progrès technologique. Il devra exclure tout clivage politique et s'adresser, à travers la jeunesse, à l'ensemble du pays.

À la mairie de Neuilly, monsieur le président, vous avez pris dans votre équipe le responsable européen de Microsoft. Son parcours incarne parfaitement des valeurs qui nous permettront de sortir de la dépression. Pour intervenir plusieurs fois par semaine devant des étudiants, je suis frappé par leur dynamisme, qui, hélas, trouve difficilement à s'employer. Si vous parvenez à le faire émerger, le Cercle des économistes sera derrière vous.

**M. Christian de Boissieu, membre du Cercle des économistes.** Je vous remercie de votre invitation à débattre d'un sujet qui me tient à cœur. Si j'ai tout de suite rejoint Expo France 2025, c'est parce que je crois au projet d'exposition universelle, que je trouve mobilisateur, multiplicateur et intégrateur. La France a été candidate à plusieurs événements importants – en vain. Elle n'a pas organisé d'exposition universelle depuis 1937. Il est temps qu'elle reprenne l'initiative.

Le projet est mobilisateur. La France – l'État comme les agents privés – est devenue « court-termiste ». Le raccourcissement des prévisions et des décisions est à la fois une cause et un effet de la crise. Si je me sens keynésien sur certains points, je récuse l'adage selon lequel, à long terme, nous serons tous morts : la croissance des dix prochaines années m'intéresse plus que celle des six prochains mois. Il serait précieux que notre pays, auquel les clivages politiques interdisent de mener toute réforme structurelle, se retrouve sur une initiative qui transcende ses divisions.

Le projet mobilise d'ores et déjà les jeunes. Il suscite l'intérêt des grandes écoles comme des universités, qui pour une fois travaillent ensemble. L'École supérieure de commerce de Paris (ESCP Europe) élabore un *business model*, qui permettra de proposer un chiffrage. Toutefois, celui-ci ne pourra intervenir trop vite, tant que le projet n'est pas explicité. Le résultat d'une analyse coûts/avantages dépend en grande partie du taux d'actualisation. La crise incite à retenir un taux élevé, ce qui dévalorise les avantages escomptés pour 2025. Du reste, il est toujours difficile de chiffrer des externalités sur le long terme. Quoi qu'il en soit, dans un contexte offrant peu de perspectives, ce qui incite à l'individualisme, il faut se réjouir qu'un projet collectif propose un ancrage aux politiques publiques de long terme.

En deuxième lieu, le projet est multiplicateur. Lors des rencontres économiques d'Aix-en-Provence, Mme Christine Lagarde, directrice générale du FMI, a pointé le mauvais état des infrastructures européennes. Même l'Allemagne, qui se porte mieux que la France, doit consentir des efforts à cet égard. L'exposition universelle offrira l'occasion de certaines dépenses à fortes externalités positives, surtout si l'on met au cœur du projet la créativité, l'innovation et la R&D, la culture au sens le plus large.

Lorsque j'ai siégé à la Commission Juppé-Rocard, qui s'est penchée sur l'affectation des 35 milliards du grand emprunt – dont deux tiers ont été attribués, par le biais de l'Agence nationale de la recherche (ANR), à l'enseignement supérieur et à la recherche –, j'ai observé un véritable élan. Certaines personnes sont venues parler des pôles de compétitivité. Le tissu productif, des grandes entreprises aux ETI, s'est mobilisé autour des notions d'innovation, de créativité et d'investissement. Infrastructures et investissement privé étant complémentaires, il faudra inclure au rendement à long terme de l'exposition universelle, à supposer que l'on sache le calculer, des effets d'entraînement, notamment pour l'aménagement du territoire, entre l'investissement public et privé. Pierre Massé l'avait souligné, quand il étudiait la planification à la française.

En troisième lieu, le projet est intégrateur.

Il accélérera la réalisation de certaines ambitions, comme le Grand Paris, et leur offrira une perspective à plus long terme. Loin de les asphyxier, il leur donnera du sens. C'est pourquoi il doit mobiliser toute la France. N'opposons pas Paris et la province. Les instigateurs du projet cherchent à mobiliser les métropoles régionales, qui bénéficieront de ses retombées économiques, culturelles et patrimoniales. Celles d'une exposition universelle dureraient plus longtemps que celles des Jeux olympiques, mais, à vrai dire, plutôt que de choisir entre ces projets, je préférerais que la France organise les deux en jouant du calendrier.

L'intégration doit aussi concerner ses modes de financement. Dans un contexte de réduction des budgets nationaux et locaux, la crédibilité de notre candidature dépendra, quelle que soit la majorité, de son bouclage financier. Nous devons réfléchir à la mise en place d'un financement innovant.

Les partenariats public-privé (PPP) n'ont pas toujours produit les effets attendus. À mon sens, la France et l'Europe bénéficieront encore pendant quelques années d'une épargne privée importante. Selon l'INSEE, le taux d'épargne des ménages se situe à 15,9 %. Parce que le chômage et le risque retraite se dissipent lentement, ce taux ne se réduira pas dans les quatre prochaines années. Reste à savoir comment drainer une quantité d'épargne plus importante vers le long terme, le développement durable, particulièrement la prise en compte du changement climatique, que les banques, tenues par de nouvelles réglementations prudentielles, vont répugner à prendre en charge.

En septembre 2008, après la faillite de la banque Lehman Brothers, j'ai regretté dans *Les Échos* que l'Europe sous-utilise la Banque européenne d'investissement (BEI), qui finance le long terme, les infrastructures et les PME. Sous l'impulsion française – et, en particulier, celle du Président Hollande –, les Européens ont augmenté son capital de 10 milliards, ce qui lui permet de prêter 60 milliards de plus. La presse annonce ce matin que la France et l'Allemagne pourraient aller plus loin. Il va de soi que la BEI ne financera pas l'exposition universelle de Paris, mais elle pourra aider, à la marge, à réaliser le bouclage.

**M. Jean-Hervé Lorenzi.** Tôt ou tard, l'Europe renoncera à son absurde politique de réduction de la dépense. Il y a quinze ans, l'OCDE n'imaginait pas que tous les pays puissent adopter la même ligne au même moment. C'est pourtant ce que nous faisons. Dans trente ans, les étudiants en économie souriront de la politique actuelle, comme nous avons souri de celle qu'ont menée les États-Unis en 1929.

Contrairement à ce qu'on entend dire partout, il y a de l'argent en Europe. Jean-Claude Juncker gère un budget de 300 milliards. Le principal problème est l'aversion des épargnants pour le risque. La difficulté sera donc de trouver une garantie, à moins qu'on ne préfère parler, comme les banquiers, de hors-bilan ou, comme Jacques Delors, de *project bonds*. L'Europe devra garantir l'argent privé. Je rappelle que le programme nucléaire français a été financé à 100 % par de l'argent privé garanti par l'État français. L'exposition universelle pourra être organisée grâce à de l'épargne privée, qui se portera vers des obligations privées, mais le dispositif devra être garanti au moins partiellement à l'échelon français ou européen.

C'est sur le partage du risque que devront porter les nouvelles méthodes de financement, sans lesquelles des sociétés inquiètes et vieillissantes comme l'Allemagne et la France ne s'engageront pas. Si la France émet un emprunt obligataire de plusieurs milliards, nos concitoyens auront envie d'y participer, s'ils sont assurés d'être remboursés.

Quand on aura constaté le ralentissement de l'économie européenne, qui se produira nécessairement, y compris outre-Rhin, le débat sur l'investissement sera relancé. Autant dire que le risque et la garantie seront au cœur des débats des dix prochaines années.

**M. le président Jean-Christophe Fromantin.** Le triptyque épargne-confiance-investissement est au centre de nos préoccupations. Peut-être faut-il davantage corrélérer des infrastructures déjà prévues à l'organisation de l'exposition universelle : on incitera ainsi les Français à s'impliquer dans le projet dont ils verront la matérialité. C'est parce que ses effets sont visibles que tout emprunt obligataire émis par une région est rapidement couvert par l'épargne locale.

Les expositions universelles du XIX<sup>e</sup> siècle étaient financées, grâce à une souscription populaire, par l'épargne privée. Les souscripteurs bénéficiaient d'un rendement modeste et d'une entrée gratuite. Cette dynamique vous paraît-elle toujours d'actualité ? Un nouvel outil comme le *crowdfunding* serait-il plus adapté ? Faut-il améliorer la fiscalité incitative ? Avant même de réaliser les infrastructures, doit-on mettre en place une économie de proximité pour financer la pré-candidature de Paris, qui coûtera 10 à 30 millions d'euros ?

**M. Christian de Boissieu.** J'ai travaillé sur le *crowdfunding*, puisque je siège au collège de l'Autorité des marchés financiers (AMF). En France, ce mode de financement se développe rapidement – il n'est pas difficile, quand on part de zéro, d'avoir un taux de croissance élevé –, mais il reste moins répandu qu'aux États-Unis. Je pense, en tant de régulateur, qu'il continuera à se développer grâce à internet et en raison de son caractère décentralisé, mais qu'il faut tout faire pour le protéger d'un accident, qui détruirait durablement la confiance. C'est ce à quoi s'emploie l'AMF.

Une exposition universelle bénéficiera d'un soutien populaire, si elle est nationale et non exclusivement parisienne. Dans ce cas, une émission obligataire sera un succès, indépendamment de la question du taux d'intérêt ou de la fiscalité. Sur le plan fiscal, on doit

agir avec prudence : il faut stabiliser les anticipations sans compliquer le système ou multiplier les cadeaux, ce qui suppose de trouver le bon dosage.

On peut mobiliser l'opinion si on lui explique ce qu'on veut faire. Le plus souvent, on parle trop peu de ses objectifs et trop des moyens de les atteindre. C'est ce qui s'était passé lors du débat sur le traité de Maastricht. Une émission obligataire rencontrera le succès si l'opération est transparente et si elle ne contient aucun piège. Le *crowdfunding* ne permettra de collecter que des sommes modestes, qui couvriront peut-être la préparation de la candidature, mais non le financement des infrastructures.

**M. Jean-Hervé Lorenzi.** En tout cas, si l'on ne trouve pas les 30 millions nécessaires à la pré-candidature, mieux vaut renoncer tout de suite, car on ne peut réaliser une exposition universelle à moins de 20 ou 30 milliards. Dans ce cas, je me battraï pour que nous obtenions l'organisation des JO.

Le projet d'exposition universelle doit insister avec modestie et intelligence sur l'aspect environnemental. Il doit montrer le monde tel qu'il va se fabriquer. On nous assure que la science y a sa place, même si je ne la vois ni dans les chiffres ni dans la réalité. Quoi qu'il en soit, il faut construire un discours très cadré sur le respect des grands équilibres naturels.

D'autre part, il faut réunir tout le monde. Cette tâche, monsieur le président, convient à un centriste. Si le projet le convainc, le Président de la République pourra le soutenir, ce qui redora son blason.

Enfin, il faut montrer que l'organisation vise à utiliser intelligemment toutes les dépenses engagées aussi bien pour le Grand Paris qu'à Marseille, Bordeaux ou Brest.

Pour le montage financier – je parle des 20 milliards, non du financement de la pré-candidature –, évitons de refaire la même erreur que pour l'«emprunt Giscard», qui était indexé sur l'or. On peut considérer que la moitié des infrastructures figure dans des projets déjà prévus, et que l'autre moitié peut être financée par une émission obligataire assortie d'une garantie. L'emprunt d'État, formule qui a toujours séduit les Français, peut intéresser 65 millions de personnes, qui, fort heureusement, n'ont pas encore quitté leur pays.

Adoptons une position originale. Contrairement à ce que tous répètent, le centre de gravité du monde ne s'est pas déplacé vers l'Asie. Nous sommes capables de mettre en œuvre une économie respectueuse des ressources et novatrice. Jean-Louis Missika, adjoint au maire de Paris, considère qu'il existe à Paris 150 000 mètres carrés de lieux d'innovation, ce qui, même si le chiffre est légèrement surévalué, constitue un record mondial.

Demandons-nous toutefois pourquoi notre candidature à l'organisation des JO n'a pas été retenue. Peut-être le soutien des chefs d'entreprise n'a-t-il pas suffi. D'où la nécessité de mettre en avant d'autres personnalités : vous-même, monsieur le président, le Président de la République, le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. Peut-être notre présentation n'était-elle pas suffisante, notre projet pas assez novateur ou la concurrence de la Grande-Bretagne redoutable, sinon déloyale. Notre pays, qui fut, avec l'Allemagne, le berceau de la deuxième révolution industrielle, ne manque pas de cerveaux. À nous montrer, avec modestie, notre immense ambition scientifique et sociétale.

**M. Bruno Le Roux, rapporteur.** Les JO constituent un projet balisé. Leur date est connue. La liste des installations nécessaires ne peut être modifiée. Le déroulement des journées est relativement immuable. Une exposition universelle est toujours spécifique. La France devra bâtir son modèle, qui ne devra rien à celui Shanghai ou de Dubaï.

En matière de transport, nous avons réussi à nous mettre d'accord sur le Grand Paris. La réforme territoriale situe les régions au niveau européen. Nous souhaitons éclater l'exposition universelle dans des lieux existants et créer des aménagements durables, qui garantiront la rentabilité des investissements. C'est pourquoi nous demanderons aux économistes de nous aider dans les prochains mois à construire un modèle entièrement nouveau. Pour l'heure, nous sommes heureux que vous partagiez notre intérêt pour le projet.

**M. Christian de Boissieu.** Quel est le calendrier de vos travaux ? À quelle étape l'approbation du Président de la République pourrait-elle intervenir ?

**M. le président Jean-Christophe Fromantin.** Notre mission présentera officiellement son rapport le 30 octobre, après quoi nous solliciterons un appui au plus haut niveau.

**M. le rapporteur.** Notre rapport a été commandé, sur proposition du président de l'Assemblée nationale, par la Conférence des présidents. Nous souhaitons faire de sa remise un temps de mobilisation, qui valorisera également le travail d'Expo France 2025. Le rapport sera présenté dans des délais rapprochés au Premier ministre ou, plus vraisemblablement, au Président de la République. Nous espérons déclencher alors un mouvement de mobilisation.

**M. Jean-Hervé Lorenzi.** Vous pouvez compter sur le soutien des économistes. Nous avons noué avec nombre d'entre eux des relations suffisamment amicales et confiantes pour pouvoir les fédérer autour du projet.

**Mme Catherine Quéré.** Si M. de Boissieu s'est montré enthousiaste, sans minimiser le problème que pose le bouclage financier, M. Lorenzi a parlé du ralentissement de la croissance et de la faible rentabilité de l'exposition de Shanghai. Je me demande si vous êtes réellement convaincu par le projet.

**M. Jean-Hervé Lorenzi.** Peut-être me suis-je mal exprimé. Je suis très enthousiaste, car je pense que notre pays a besoin de cet événement. Reste qu'il faudra adapter l'organisation à une période particulière. Durant les prochaines années, le monde se cherchera. Je rappelle le titre de mon livre : *Un monde de violences*. Nous avons vécu en croyant que nous pourrions instaurer une gouvernance mondiale et une régulation de la finance internationale, qui se sont révélées être deux utopies. Nous sommes loin d'être sortis du marasme. Veillons donc à adapter l'exposition universelle à une période dont le mot-clé est l'incertitude. Nous devons construire un monde capable de penser la rareté des ressources et de produire des innovations importantes. L'exposition sera un discours de la France sur la manière dont le monde peut se rebâtir.

**Mme Catherine Quéré.** Je remercie M. de Boissieu d'avoir rappelé l'action de M. Hollande en faveur de la BEI. C'est un hommage qu'on a plaisir à entendre.

**M. le président Jean-Christophe Fromantin.** Je vous remercie.

**Membres présents ou excusés**

**Mission d'information sur la candidature de la France à l'Exposition universelle de 2025**

Réunion du jeudi 11 septembre 2014 à 8 h 45

*Présents.* - M. Yves Albarello, M. Jean-Christophe Fromantin, M. Bruno Le Roux,  
Mme Catherine Quéré, Mme Claudine Schmid

*Excusé.* - M. Guillaume Bachelay